

Résumé analytique

EMBARGO
Ne pas publier avant
le jeudi 4 décembre 2014 à 23h01 GMT
(00h01 CET le 5 décembre)



Organisation
internationale
du Travail

Rapport mondial sur les salaires 2014/15

Salaires et inégalités de revenus

Rapport mondial sur les salaires

Rapport mondial sur les salaires 2014/15

Salaires et inégalités de revenus

Résumé analytique

Copyright © Organisation internationale du Travail

Ce résumé ne constitue pas un document officiel de l'Organisation internationale du Travail. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OIT. Les désignations utilisées n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières. La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Le texte peut être librement reproduit, à condition d'en mentionner la source.

Département de la communication et de l'information publique
Bureau international du Travail
4, route des Morillons, 1211 Genève 22, Suisse
Pour plus d'information, visitez notre site web: www.ilo.org

Partie I. Grandes tendances des salaires

Le contexte

Les débats concernant le rôle économique des salaires se sont intensifiés ces dernières années. Au niveau des entreprises, une hausse ou une baisse des salaires affectent les coûts de production avec des conséquences sur la profitabilité, la pérennité et la compétitivité. Au niveau national, l'effet net de la hausse ou de la baisse des salaires sur la demande globale dépend de l'orientation et de l'ampleur relative des effets des salaires sur la consommation des ménages, l'investissement et les exportations nettes. Dans la zone euro, en raison des préoccupations suscitées par les déficits de la demande globale dus à l'insuffisance de la consommation des ménages, l'attention s'est davantage portée sur les salaires, et nombreux sont les commentateurs qui ont souligné que la baisse ou la stagnation des salaires augmentaient le risque de déflation. Dans certaines économies émergentes et économies en développement, une plus grande attention a été consacrée aux salaires comme élément clé des stratégies visant à réduire la pauvreté et les inégalités.

Au niveau mondial, la croissance des salaires a décéléré en 2013 par rapport à 2012, et elle n'a pas encore retrouvé les taux d'avant la crise

La croissance des salaires réels mondiaux a nettement ralenti durant la crise en 2008 et 2009, a quelque peu repris en 2010, puis a de nouveau décéléré. Les salaires moyens réels mensuels ont augmenté au niveau mondial de 2 pour cent en 2013, en baisse par rapport à 2012 où le taux était de 2,2 pour cent, et ils n'ont pas encore retrouvé les taux qui ont précédé la crise et qui se situaient aux alentours de 3 pour cent en 2006 et 2007.

La croissance des salaires mondiaux repose principalement sur les économies émergentes et les économies en développement

Ces dernières années, la croissance des salaires au niveau mondial a été portée par les économies émergentes et les économies en développement, où les salaires réels sont en hausse – parfois rapide – depuis 2007. Cependant, il existe de grandes variations selon les régions. Si la croissance des salaires réels en 2013 a atteint 6 pour cent en Asie et près de 6 pour cent en Europe orientale et en Asie centrale, elle a été inférieure à 1 pour cent en Amérique latine et dans les Caraïbes (contre 2,3 pour cent en 2012). Des estimations indiquent que les salaires réels auraient augmenté de presque 4 pour cent au Moyen-Orient, en raison de la forte croissance des salaires notifiée en Arabie saoudite, mais que leur augmentation aurait été inférieure à 1 pour cent en Afrique. La croissance des salaires réels dans les économies émergentes du G20 a ralenti, passant de 6,7 pour cent en 2012 à 5,9 pour cent en 2013.

La croissance des salaires mondiaux est réduite de moitié lorsque la Chine n'est pas considérée

Une bonne part de la croissance des salaires mondiaux est à mettre au compte de la Chine, en raison de sa grande taille et de la forte croissance des salaires réels qu'elle enregistre. Si l'on exclut la Chine, on réduit presque de moitié la croissance des salaires réels mondiaux, qui passe de 2 à 1,1 pour cent en 2013, et de 2,2 à 1,3 pour cent en 2012.

Stagnation des salaires dans les économies développées

Dans les économies développées, les salaires réels ont stagné en 2012 et 2013, leur croissance se situant à 0,1 et 0,2 pour cent respectivement. Dans certains cas – notamment l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni –, les salaires moyens réels en 2013 ont été inférieurs à leur niveau de 2007. Les effets de composition (l'effet sur le salaire moyen de l'évolution de la composition de la main-d'œuvre salariée) ont joué un rôle important dans les pays touchés par la crise.

Entre 1999 et 2013, la croissance de la productivité du travail dans les économies développées a dépassé celle des salaires réels, et la part du revenu national allouée au travail – qui reflète aussi le lien entre les salaires et la productivité – a diminué dans les grandes économies développées

Globalement, dans les économies développées, la croissance des salaires réels a été distancée par celle de la productivité sur la période allant de 1999 à 2013. C'était le cas avant la crise en 2007, et les gains de productivité du travail ont continué de dépasser ceux des salaires réels à partir de 2009, après un bref resserrement de l'écart au plus profond de la crise.

Entre 1999 et 2013, la croissance de la productivité du travail a dépassé celle des salaires en Allemagne, aux États-Unis et au Japon. Cette dissociation de la progression des salaires de celle de la productivité se retrouve dans la diminution de la part du revenu allouée au travail (la part du PIB consacrée à la rémunération du travail) au cours de la même période dans ces pays. Dans d'autres pays, comme la France et le Royaume-Uni, la part du revenu allouée au travail est demeurée stable ou a augmenté. Parmi les économies émergentes, cette part a augmenté ces dernières années dans la Fédération de Russie, et elle a diminué en Chine, au Mexique et en Turquie. Il importe cependant de noter que les conséquences sur la qualité de vie de la diminution de la part du revenu allouée au travail peuvent être différentes lorsque la croissance des salaires réels est rapide, ce qui a été le cas dans nombre d'économies émergentes et d'économies en développement, à la différence des économies développées.

Dans les économies émergentes et les économies en développement, les salaires moyens se rapprochent lentement de ceux des économies développées

Les salaires moyens dans les économies émergentes et les économies en développement se situent à des niveaux nettement plus bas que ceux de la plupart des

économies développées. Lorsqu'on le mesure à parité de pouvoir d'achat (PPA), le salaire mensuel moyen aux Etats-Unis, par exemple, est plus du triple de ce qu'il est en Chine.

Bien qu'il ne soit pas possible de faire une comparaison précise des niveaux des salaires entre pays en raison de différence de définitions et de méthodologies, on peut estimer que le salaire mensuel moyen dans les économies développées est approximativement de 3 000 dollars EU (PPA), contre un salaire moyen dans les économies émergentes et les économies en développement d'environ 1 000 dollars EU (PPA). Le salaire mensuel moyen estimé au niveau mondial est d'environ 1 600 dollars EU (PPA). Cependant, l'écart entre salaires réels dans les économies développées d'une part et dans les économies émergentes d'autre part s'est resserré entre 2000 et 2012, du fait d'une forte croissance des salaires dans les économies émergentes, à la différence de beaucoup de pays développés.

Partie II. Salaires et inégalités de revenus

Une évolution différenciée des inégalités de revenus

La hausse des inégalités observée dans beaucoup de pays au cours des dernières décennies a suscité une attention croissante, car des niveaux d'inégalités élevés peuvent avoir une incidence négative sur le bien-être et la cohésion sociale et entraîner une baisse de la croissance économique à moyen et long terme. Le rapport montre que les tendances récentes en matière d'inégalités de revenus ont été hétérogènes tant dans les économies développées que dans les économies émergentes et les économies en développement. Le niveau des inégalités est généralement plus élevé dans ces dernières mais il a été réduit récemment dans un certain nombre d'entre elles, le plus souvent dans un contexte de croissance des revenus. Dans les économies développées qui ont connu une hausse des inégalités, celle-ci est habituellement survenue dans un contexte de stagnation ou de baisse des revenus.

Les inégalités commencent sur le marché du travail

Dans beaucoup de pays, les inégalités commencent sur le marché du travail. L'évolution de la distribution des salaires et de l'emploi salarié a été un facteur essentiel qui a déterminé les récentes tendances en matière d'inégalités. Lorsque les inégalités ont le plus augmenté dans les économies développées, cette augmentation a été induite le plus souvent par une hausse des inégalités salariales et par des pertes d'emplois. En Espagne et aux Etats-Unis, les deux pays où les inégalités entre les 10 pour cent de la tranche supérieure et les 10 pour cent de la tranche inférieure ont le plus augmenté, l'évolution de la distribution des salaires et les pertes d'emploi ont été respectivement à l'origine de 90 pour cent et de 140 pour cent de la hausse observée. Dans les pays développés où les inégalités de revenus des ménages ont augmenté, les autres sources de revenu compensent environ un tiers de la hausse des inégalités dues à l'évolution des salaires et de l'emploi.

Un certain nombre d'économies émergentes et d'économies en développement ont connu une baisse des inégalités. Dans ces pays, une distribution plus équitable des salaires et de l'emploi salarié a constitué un facteur prédominant de cette évolution. En Argentine et au Brésil, pays où les inégalités ont le plus diminué, l'évolution de la distribution des salaires et de l'emploi salarié a été respectivement à l'origine de 87 pour cent et de 72 pour cent de la réduction des inégalités observées au cours de la décennie.

Les salaires constituent une source majeure de revenu pour les ménages

Le rôle important joué par les salaires en matière d'inégalités peut s'expliquer par le fait que les salaires sont une source majeure de revenu pour les ménages aussi bien dans les économies développées que dans les économies émergentes et les économies en développement. Dans les économies développées, les salaires représentent environ 70 à 80 pour cent des revenus avant impôt et après transferts pour les ménages dont un membre au moins est en âge de travailler, avec des variations substantielles d'un pays à l'autre. Dans les économies émergentes et les économies en développement étudiées dans le rapport, la contribution des salaires aux revenus des ménages est moins importante, allant d'environ 50 à 60 pour cent en Argentine et au Brésil à environ 40 pour cent au Pérou et 30 pour cent au Viet Nam. Le travail indépendant contribue généralement pour une plus large part aux revenus des ménages que dans les économies développées, en particulier pour les groupes à faible revenu.

Cependant, dans toutes les économies, les sources de revenu dans la tranche supérieure comme dans la tranche inférieure sont plus diverses que dans la classe moyenne, où les ménages dépendent essentiellement des salaires. Dans les économies développées, les transferts sociaux jouent un rôle important pour soutenir les ménages à faibles revenus, tandis que dans beaucoup d'économies émergentes et d'économies en développement, ces ménages dépendent principalement des revenus du travail indépendant. La part des salaires dans les revenus des ménages ayant de faibles revenus s'élève à près de 50 pour cent aux Etats-Unis, 30 pour cent en Italie, 25 pour cent en France, 20 pour cent au Royaume-Uni, 10 pour cent en Allemagne et 5 pour cent en Roumanie. Les salaires représentent la plus grosse part des revenus des ménages ayant des revenus d'un niveau intermédiaire ou supérieur dans presque tous les pays, atteignant environ 80 pour cent ou plus en Allemagne, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis.

En ce qui concerne les pays émergents et les pays en développement, la part des salaires dans les revenus des ménages ayant les revenus les plus faibles varie d'environ 50 pour cent dans la Fédération de Russie à moins de 10 pour cent au Viet Nam. En Argentine, au Brésil, en Chine et dans la Fédération de Russie, la part des salaires augmente progressivement pour les ménages appartenant aux classes moyennes, avant de diminuer pour ceux qui ont les revenus les plus élevés.

Certains groupes sont victimes de discrimination et de pénalités salariales

Le rapport montre que dans presque tous les pays étudiés il existe des écarts de salaire entre les hommes et les femmes ainsi qu'entre les travailleurs nationaux

et les travailleurs migrants. Ces écarts ont des causes multiples et complexes, qui diffèrent d'un pays à l'autre et varient à différents points de la distribution des salaires. Ces écarts salariaux peuvent être répartis en un volet «expliqué», qui est à mettre au compte de caractéristiques observables et relatives au capital humain et au marché du travail, et un volet «inexpliqué», qui recouvre la discrimination salariale et des caractéristiques qui en principe ne devraient pas avoir d'effet sur les salaires (par ex. le fait d'avoir des enfants). Le rapport montre que, si la pénalité salariale induite par ce volet inexpliqué était éliminée, l'écart salarial moyen entre sexes s'inverserait effectivement au Brésil, dans la Fédération de Russie, en Lituanie, en Slovénie et en Suède, où les caractéristiques des groupes désavantagés relatives au marché du travail devraient se traduire par des salaires plus élevés. L'écart salarial disparaîtrait quasiment dans la moitié environ des économies développées étudiées.

Une analyse semblable est effectuée pour comparer les salaires des travailleurs migrants et ceux des travailleurs nationaux. Elle montre que dans divers pays l'écart salarial moyen s'inverserait si le volet inexpliqué de ce dernier était éliminé. Parmi les économies développées, c'est le cas pour l'Allemagne, le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne et la Suède. Au Chili, les travailleurs migrants sont en moyenne mieux rémunérés que leurs homologues nationaux.

Le rapport identifie aussi l'existence d'un écart salarial entre les travailleurs de l'économie formelle et ceux de l'économie informelle; cette situation est illustrée entre autres dans le cas de certains pays d'Amérique latine. Comme pour l'écart salarial fondé sur le sexe et celui lié à la migration, c'est dans les déciles inférieurs que l'écart salarial touchant les travailleurs de l'économie informelle est généralement le plus faible, et il croît à mesure que les salariés sont mieux rémunérés. En outre, les caractéristiques observables des travailleurs de l'économie informelle relatives au marché du travail diffèrent de celles des travailleurs de l'économie formelle sur tous les points de la distribution des salaires et pour tous les pays étudiés (c'est-à-dire qu'il existe un écart expliqué pour l'ensemble de la distribution). Mais, parallèlement, le volet inexpliqué de l'écart salarial demeure important.

Partie III. Mesures pour agir sur les salaires et les inégalités

Les défis en termes de politiques

Il est possible de corriger les inégalités de revenus par des politiques qui influencent directement ou indirectement la distribution des salaires et par des politiques qui redistribuent les revenus au moyen de l'impôt et des transferts. Cependant, une augmentation des inégalités sur le marché du travail demandera des efforts accrus pour réduire les inégalités via l'impôt et les transferts, ce qui n'est pas toujours possible ou souhaitable. Cela donne à penser que les inégalités qui apparaissent sur le marché du travail devraient être corrigées au moins en partie au moyen de politiques qui ont un effet direct sur la distribution des salaires.

Salaires minima et négociation collective

Des travaux de recherche récents indiquent que les gouvernements disposent à travers les salaires minima d'un instrument qui leur donne une marge de manœuvre considérable. D'une part, ces travaux montrent qu'il n'y a pas de corrélation négative entre les hausses des salaires minima et les niveaux d'emploi, ou bien que ces hausses ont des effets très limités sur l'emploi, qui peuvent être soit positifs, soit négatifs. D'autre part, ils montrent que les salaires minima contribuent effectivement à la réduction des inégalités salariales. Les politiques relatives aux salaires minima ont été utilisées efficacement par un nombre croissant de gouvernements ces dernières années, tant dans les économies développées que dans les économies émergentes et les économies en développement. Point important: les salaires minima devraient être fixés en cherchant un équilibre entre besoins des travailleurs et de leurs familles et facteurs économiques.

La négociation collective est une autre institution du marché du travail dont il est reconnu depuis longtemps qu'elle constitue un instrument essentiel pour lutter contre les inégalités en général et les inégalités salariales en particulier. La contribution de la négociation collective à la réduction des inégalités salariales dépend de la proportion de travailleurs couverts par les conventions collectives et de la position de ces travailleurs dans la distribution des salaires.

Promotion de la création d'emplois

La création d'emplois est une priorité dans tous les pays, et le rapport indique que l'accès à l'emploi salarié, ou sa perte, est un élément déterminant des inégalités de revenus. Dans les économies développées, les pertes d'emploi qui ont touché d'une manière disproportionnée les travailleurs à faibles revenus ont contribué à accroître les inégalités. Dans les économies émergentes et les économies en développement, la création d'emplois salariés pour ceux qui sont au bas de la distribution a contribué à réduire les inégalités dans un certain nombre de pays. Ces constatations confirment que la mise en œuvre de politiques de plein emploi est un aspect important de la réduction des inégalités. La promotion d'entreprises durables est essentielle à cet égard. Elle passe par la mise en place d'un environnement favorable à la création et au développement des entreprises, à l'innovation et à l'amélioration de la productivité. Les avantages qui en résulteront pourront être équitablement partagés au sein des entreprises et de la société en général.

Accorder une attention particulière aux groupes de travailleurs désavantagés

L'extension des salaires minima et de la négociation collective aux travailleurs faiblement rémunérés permettra de réduire les inégalités dont souffrent les femmes, les migrants et certains groupes vulnérables en raison de leur surreprésentation parmi ces travailleurs. Cependant, ces outils à eux seuls ne permettront pas d'éliminer toutes les formes de discrimination ou d'écarts salariaux, qui constituent une importante source d'inégalités. Il faut une gamme plus large de politiques pour combler les écarts salariaux constatés qui ne sont pas expliqués par les caractéristiques relatives au capital humain et au marché du travail. Par exemple, pour

parvenir à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes, il faut des politiques visant à lutter contre les pratiques discriminatoires et les préjugés fondés sur le sexe concernant la valeur du travail des femmes, ainsi que des politiques efficaces relatives à la maternité, à la paternité et au congé parental, et des actions de sensibilisation en faveur d'un meilleur partage des responsabilités familiales.

Redistribution par l'impôt et les systèmes de protection sociale

Les politiques publiques peuvent dans une certaine mesure compenser les inégalités générées sur le marché du travail, grâce à des systèmes d'imposition progressive et des transferts qui tendent à égaliser les revenus des ménages. Les politiques de ce type sont utilisées pour atteindre les objectifs en matière de distribution des revenus plus fréquemment par les gouvernements des économies développées que par ceux des économies émergentes et des économies en développement, bien qu'il y ait sans doute une certaine convergence en cours. Dans les économies émergentes et les économies en développement, il est possible d'augmenter les recettes fiscales en recourant à diverses mesures, y compris l'élargissement de l'assiette de l'impôt via la transition des travailleurs et des entreprises de l'économie informelle vers l'économie formelle et l'amélioration du recouvrement de l'impôt. L'augmentation des recettes permettrait alors d'étendre et de renforcer les régimes de protection sociale, qui souvent ne sont pas pleinement développés dans ces économies.

Nécessité d'une action conjuguée des pouvoirs publics

Les salaires constituent la source de revenu la plus importante pour les ménages dans les économies développées comme dans les économies émergentes, à quelques exceptions près. Les salaires contribuent cependant dans une moindre mesure aux revenus des ménages dont les revenus sont les plus faibles. Dans les économies développées, où les transferts sociaux constituent une source de revenu plus importante pour ces ménages, une combinaison de politiques doit être adoptée pour aider les membres de ces ménages à accéder à l'emploi et pour relever la qualité et la rémunération du travail auquel ils peuvent accéder. Dans certaines économies émergentes et économies en développement, le relèvement des revenus des ménages pauvres a été obtenu par des programmes publics d'emploi (comme en Inde et en Afrique du Sud) et des programmes de transferts en espèces (comme au Brésil et au Mexique, parmi beaucoup d'autres pays). Au final, le moyen le plus efficace et le plus durable pour sortir de la pauvreté pour la population en âge de travailler est d'avoir un emploi productif et correctement rémunéré. Les politiques devraient être orientées vers cet objectif.

